

cours sur l'état de l'Union de 2005. Si les États-Unis ont été très actifs dans ce domaine durant le mandat de Robert Zoellick à titre de représentant au Commerce (on a même affirmé qu'il n'y aurait pas eu de Cycle de Doha en premier lieu si Zoellick ne l'avait pas rendu possible et maintenu en vie durant le processus de Genève en 2004), il semble y avoir un risque considérable que les dirigeants du commerce américains n'obtiennent pas l'appui de leur pays lorsqu'ils voudront aller de l'avant. Les accords bilatéraux actuellement négociés par les États-Unis (et que certains jugent secondaires) se heurtent à des difficultés au Congrès et pourraient même être stoppés⁹. Comme l'a noté un observateur, la tendance au repli des États-Unis sur eux-mêmes a été une évolution plutôt paradoxale compte tenu de la situation de la sécurité dans le monde.

Alors que le chemin en direction de la suppression des déséquilibres était aussi incertain pour les participants de la table ronde que, semble-t-il, pour la plupart des observateurs économiques, beaucoup de gens ont eu tendance à adopter une perspective qui ne manque pas de logique, selon laquelle les déséquilibres non durables ne dureront pas – que les vraies questions consistent à savoir quel sera le facteur déclencheur et quelles seront les conséquences.

⁹ Note des directeurs de publication : L'initiative du libre-échange République dominicaine-Amérique centrale (DR-CAFTA), à laquelle participent les États-Unis, le Costa Rica, la République dominicaine, le Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua, fait face à d'intenses pressions des lobbyistes opposés à la libéralisation du commerce du sucre et a été retardée par plusieurs autres points de friction. Le dernier en date concerne la propriété intellectuelle, le Guatemala ayant promulgué une loi pour résoudre le problème en mars 2005. Le Congrès a finalement approuvé la DR-CAFTA, mais par une marge très mince. Les États-Unis négocient également un pacte séparé avec le Panama et un ALE avec les pays andins (Colombie, Équateur et Pérou), qui s'ajoutent aux négociations de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) bloquées actuellement. Parmi les autres initiatives régionales et bilatérales des États-Unis figurent un certain nombre d'ALE au Moyen-Orient qui pourraient former un accord de libre-échange unique pour le Moyen-Orient (MEFTA), un projet de réseau d'ALE bilatéraux avec les pays de l'ANASE et des pourparlers sur un ALE avec l'Union douanière d'Afrique australe (SACU). Au Congrès, un mouvement se développe aussi en faveur d'un ALE avec la Nouvelle-Zélande.